

Rapport SOU 8 - BUDGET PARTICIPATIF : AVANCÉES ET DÉFIS POUR LA TRANSITION VERS DES VILLES ET TERRITOIRES DURABLES

Rapport réalisé par :

- Mathilde Jamin

- Achraf Abdelhak

Le 20 novembre 2018, s'est tenu à Marrakech, dans le contexte du 8^{ème} Sommet Africités, une séance d'échanges sur les expériences en matière de **BUDGET PARTICIPATIF : AVANCÉES ET DÉFIS POUR LA TRANSITION VERS DES VILLES ET TERRITOIRES DURABLES**. 80 personnes furent réunies dans la Salle Tan-Tan entre 14 :40 et 17 :50 pour discuter de la Dimension politique et démocratique du budget participatif.

Dans son mot introductif, le Coordonnateur d'Enda Ecopop, Bachir KANOUTE, a souhaité la bienvenue aux différents participants avant d'insister sur les efforts très appréciables des uns et des autres pour participer à la session, ce qui dénote, selon lui, de l'intérêt du sujet pour tous et du niveau élevé d'engagement de chacun dans la thématique du budget participatif. Cette innovation démocratique qui a vu le jour au Brésil, puis s'est diffusée à travers le monde et qui rime avec une nécessité de plus en plus croissante de promouvoir la participation et l'engagement citoyen dans les politiques publiques au niveau local.

Mr KANOUTE dressa par la suite un panorama africain des pays appliquant l'approche depuis son avènement vers 2004 : (2004 : 3 cas – 3 pays ; 2009 : 53 communes – 7 pays ; 2018 : +700 cas – 28 pays) et fit état de l'adoption en 2014 de la « charte Africaine des valeurs et des principes de la décentralisation et du développement local » qui permet d'affirmer la démocratie participative, l'autonomisation des citoyens et des communautés et la transparence des institutions publiques notamment. Le dernier rapport de Nelson Dias, "*Hope for Democracy, 2018*" fait état de plus de 7 600 expériences de budget participatif à travers le monde et montre que tous les continents sont touchés.

Monsieur Bachir KANOUTE revint ensuite sur l'importance d'une telle rencontre en termes d'échanges autour des expériences enregistrées en matière de budget participatif dans des contextes locaux parfois différents. Il a conclu son propos préliminaire en insistant sur l'objectif de cette rencontre, en tant qu'apprentissage enrichissant dans la mise en perspective de telles initiatives dans le cadre d'une plateforme africaine des villes qui appliquent le Budget participatif. Le budget participatif signifie aussi qu'on ne peut rien faire sans la population. Les actions sont réalisées pour la population, et donc cette dernière doit être entendue sur ses attentes.

L'orateur revint ensuite sur le partage des différentes expériences relatées par les élus, en commençant par l'expérience de la commune de Darou Mousty au Sénégal qui est une commune de 40 000 habitants, caractérisée par une population relativement jeune car les moins de 45ans font presque 76% de la population. Le contexte dans lequel la commune a adopté le budget participatif est particulièrement le contexte de la communalisation intégrale avec l'acte 3 se déroulant au Sénégal, un contexte marqué par la rareté des ressources

financières et du recouvrement puisqu'il n'existe pas d'activités économiques très développées mais aussi l'exigence de la population vis-à-vis de la transparence.

Il convenait donc de rationaliser les ressources et de prioriser les investissements de la commune et d'impliquer les populations dans la gestion du Budget participatif. Dans le cadre de la participation, il fallait d'abord que le conseil municipal effectue une délibération pour s'entendre sur le principe du Budget participatif et ensuite organiser des forums de quartier afin que chaque entité puisse participer. Dans les 10 forums, chaque responsable est venue donner son point de vue par rapport à l'investissement. Mais ensuite, il fallait regrouper tout le monde, et c'est pour cette raison en fait qu'il y a eu le Forum Communal pour la priorisation des investissements, pour pouvoir classer les investissements.

Les populations ont été impliquées dans la priorisation des projets et il fut organisé une Journée de Dialogues et d'interpellation citoyenne afin que la population puisse poser des questions avec la présence de 150 personnes, ce qui est le gage d'une bonne implication de la population.

Parmi les projets retenus :

- Éclairage solaire qui a été établi dans 100 villages qui ont été choisis ;
- Extension du réseau hydraulique à travers le dessalement de l'eau salé.

Parmi les avancées réalisées:

- Transparence et équité dans les investissements ;
- Implication des populations
- Priorisations des projets
- Meilleure appropriation des projets par les populations
- Amélioration sensible des impôts locaux par une évolution significative du recouvrement de la patente, etc.
- Responsabilités partagées avec les populations ; les populations se sont engagées à construire un dispensaire dans les villages où il n'existait pas de postes de santé.
- Des journées de nettoyage ont été organisées par les jeunes.

Parmi les Défis rencontrés :

- Ressources propres encore faibles : ce qui entrave la promotion de projets et de développement économique local
- Absence d'accompagnement des Partenaires techniques et financiers dans la promotion de l'approche du budget participatif.

Pour ce qui est des perspectives, l'on peut citer :

- Faire du budget participatif une réalité et un mode de budgétisation, de gestion, et de suivi des politiques publiques locales ;

-Financement de grands projets priorités par les forums (Gares routières ; Complexe socioculturel ; Abattoirs modernes ; Gestion des ordures ménagères).

Les recommandations formulées furent les suivantes :

- Institutionnaliser le budget participatif
- Appuyer la mise en place d'un réseau concernant le budget participatif
- Faire du budget participatif un moyen efficace de gouvernance locale.

Dans son intervention, le maire d'une commune de Madagascar a mis en exergue le fait qu'en 2008, le budget de sa commune était de 70 millions *Ariary* malgaches, ce qui est faible. Et pourtant Il y a des communes minières de Madagascar tellement riches. La commune qui compte 26 000 habitants et qui connaît une croissance démographique très forte a de grands besoins non satisfaits en raison du budget qui est très faible.

Pour répondre aux besoins de la population, le maire adopte l'approche Partenariat public-privé pour pallier le manque de ressources. Les populations participent quand même au paiement des impôts mais cela ne répond pas aux attentes. En fait, chaque année il est demandé à la population quels sont ses besoins, qui se révèlent très coûteux, mais qu'il est possible de satisfaire grâce au budget participatif. Ce dernier a permis une énorme augmentation du budget de la commune. En 10 ans, le budget a atteint 300 millions *Ariary*. Le maire recommande que le budget participatif soit soutenu au niveau de l'Afrique et que les acteurs au niveau des communes cherchent des partenaires et que les pays les moins avancés entrent en contact avec les pays qui sont déjà avancés en la matière.

Prenant la parole, une conseillère municipale a présenté l'expérience tunisienne en la matière à travers la commune de La Marsa. Elle a souligné qu'avant 2014, le budget était géré par la seule administration et après 2014 seuls 10% du budget étaient gérés par celle-ci. Avec une population qui revendique plus de transparence et de justice sociale dans sa gouvernance, l'on a pu réaliser d'importantes avancées, notamment l'organisation de forums citoyens, de journées d'information, de sensibilisation et d'action auprès des citoyens, et de journées portes ouvertes. Il a également été organisé une formation des parties prenantes (personnel administratif et société civile) dans le domaine de la participation.

L'on peut aussi noter qu'il a été procédé à des évaluations des projets exécutés et à la mise en place d'un agenda commun entre les communes concernées tout en ayant pour objectif d'augmenter le degré de participation et d'étendre le processus à plus de 70% des communes tunisiennes.

Pour sa part, le maire de la ville de Chefchaouen qui est une ville située dans le nord du Maroc, et qui compte environ 50 000 habitants, a pris la parole pour parler de l'expérience de cette ville qui a pu associer les associations et les citoyens dans le processus de choix et d'évaluation des projets.

En 2015, le réseau Méditerranéen des Médinas (réseau des centres historiques) constitué de trois villes marocaines du nord du Maroc parmi lesquelles figure Chefchaouen a postulé à un appel à projets lancé par l'Union Européenne pour mettre en place une idée qui vient du Brésil et pour laquelle la ville a pu bénéficier d'assistance et d'appui technique et aussi financier pour mettre en place cette démarche de budget participatif. Le maire de Chefchaouen a insisté pour dire que la démocratie participative doit être un élément clé de la bonne gouvernance démocratique des territoires.

En s'appuyant sur ces acquis, un chercheur spécialisé en la matière a indiqué que les raisons de faire du budget participatif sont différentes en Europe, en donnant à titre d'exemple le cas du nord de l'Europe dans lequel le budget participatif peut servir à construire la communauté. L'une des idées qui ont été développées également est que là où il y a eu des scandales de corruption, le budget participatif sert à retrouver la confiance de la population, et lorsque l'Etat a peu de possibilité de communiquer avec les citoyens, il doit s'organiser avec les municipalités, avec les universités etc. pour dialoguer avec les populations.

Enfin l'on peut dire qu'aujourd'hui, la majorité des budgets participatifs ne sont pas mis en place du fait de la volonté politique des maires mais parce que la loi l'oblige.

En reprenant la parole, à la suite du rapporteur qui a procédé à une synthèse des interventions, Bachir KANOUTE a clôturé la session en formulant des remerciements à l'endroit des différents participants en les invitant à s'inscrire dans les perspectives constructives partagées lors de la session.

SOU 8 - Report - PARTICIPATORY BUDGETING: PROGRESS AND CHALLENGES FOR THE TRANSITION TO SUSTAINABLE CITIES AND TERRITORIES

Report made by:

- Mathilde Jamin
- Achraf Abdelhak

On November 20, 2018, within the context of the 8th Africities Summit, a session of debate was held on the experiences with **PARTICIPATORY BUDGETING: PROGRESS MADE AND CHALLENGES FOR THE TRANSITION TO SUSTAINABLE CITIES AND TERRITORIES**. 80 people were present in the Tan-Tan room between 14: 40 and 17: 50 hours to discuss the political and democratic dimension of participatory budgeting.

In his introductory remarks, Enda Ecopop's Coordinator Bachir Kanoute welcomed the participants and stressed the valuable efforts of everyone to participate in the session, which shows, he said, the interest of the subject for everybody and the high level of commitment of everyone in connection with the theme of participatory budgeting, a democratic innovation that emerged in Brazil, then spread throughout the world, and which rhymes with an increasingly growing need to promote citizens' participation and engagement in public policies at the local level .

Bachir Kanoute then drew up a panorama of African countries applying the approach since its advent around year 2004 : (2004 : 3 cases - 3 countries ; 2009 : 53 municipalities - 7 countries ; 2018 : +700 cases - 28 countries), and mentioned the adoption in 2014 of the African Charter of the Values and Principles of Decentralization and Local Development which makes it possible to assert participatory democracy, the empowerment of citizens and communities, and the transparency of public institutions in particular. The latest report by Nelson Dias, entitled "*Hope for democracy, 2018*", mentions more than 7 600 participatory budgeting experiences around the world and shows that all continents are involved.

Bachir Kanoute then spoke once again of the importance of such a meeting in terms of exchanges of views around the experiences recorded in participatory budgeting in local contexts that are sometimes different. The Enda Ecopop's Coordinator concluded his preliminary remarks by emphasizing the purpose of this meeting, as an enriching learning experience in putting such initiatives into perspective as part of an African platform of cities that implement Participatory Budgeting. Participatory budgeting also means that nothing can be done without the people. The actions are carried out for the people whose expectations must therefore be heard.

Bachir Kanoute then reviewed the different experiences reported by the elected officials, starting with the experience of the commune of Darou Mousty in Senegal which is a commune of 40 000 inhabitants, characterized by a relatively young population because the people under 45 make almost 76% of the population. The context in which the municipality adopted Participatory Budgeting is particularly the context of the integral communalization with Act 3 taking place in Senegal, a context marked by the scarcity of financial resources and poor collection of funds since there are no very developed economic activities, and also a context marked by the population demanding transparency.

It was therefore necessary to rationalize the resources and prioritize the investments of the municipality and involve the people in the management of Participatory Budgeting. In the context of participation, it was first necessary for the municipal council to carry out a

deliberation to agree on the principle of Participatory Budgeting and then organize neighborhood fora so that each entity could participate. In the 10 fora, each manager came to give his or her views with respect to investment. But then, it was necessary to group together all the players, and this is why the Communal Forum for the prioritization of the investments emerged, so that investments could be classified.

The populations were involved in the prioritization of the projects and Day of Dialogues and Citizen Queries was organized so that that the population could ask questions with the presence of 150 people, which is the guarantee of a good involvement of the population.

Among the projects selected:

- Solar lighting that was established in 100 villages that were selected;
- Extension of the hydraulic network through desalination of salt water.

The progress made includes:

- Transparency and equity in investments;
- Involvement of the populations
- Prioritization of projects
- Better ownership of projects by the populations
- Significant improvement of local taxes by a significant change in the collection of the business license tax (“*patente*”), and other taxes.
- Responsibilities shared with the people; the citizens pledged to build a clinic in the villages where there were no health stations.
- Cleaning Days were organized by the youth.

The challenges encountered include:

- Own resources still weak, which hinders the promotion of projects and of local economic development
- Absence of support from the Technical and Financial Partners in promoting the participatory budget approach.

In terms of prospects, one can mention the following:

- Making of participatory budgeting a reality and a mode of budgeting, management, and monitoring of local public policies;
- Financing major projects prioritized by the fora (Bus Stations; Sociocultural center; Modern slaughterhouses; Household waste management).

The recommendations made were as follows:

- Institutionalizing the participatory budget
- Supporting the setting up of a network concerning the participatory budget
- and making of participatory budgeting an effective means of local governance.

In his speech, the mayor of a commune in Madagascar highlighted the fact that in 2008, the budget of his commune was 70 million *Malagasy Ariary*, which is weak. On the other hand there are mining towns in Madagascar that are very rich. The municipality that has 26 000 inhabitants and which experiences a very strong population growth has big needs needed that are unmet, due to a very low budget.

To meet the needs of the population, the mayor adopts the Public-Private Partnership approach to address the lack of resources. People do participate nonetheless in the payment of taxes but this is insufficient to meet the expectations. In fact, every year, citizens are asked about their needs, which turn out to be very expensive, but which are met thanks to Participatory Budgeting. This latter allowed for a huge increase of the municipality's budget. In 10 years, the budget has reached 300 million *Malagasy Ariary*. The mayor recommends that the participatory budget be supported in Africa and that the actors in the municipalities should seek partners, and recommended also that the least advanced countries should come into contact with the countries that are already advanced in the field.

Taking the floor, a municipal councilor presented the Tunisian experience in this area through the example of the municipality of La Marsa. She underlined the fact that before 2014, the budget was managed only by the administration and that after 2014 only 10% of the budget was managed by the administration. With a population that claims more transparency and social justice in its governance, it was possible to achieve significant progress, in particular the organization of citizens' fora, information days, awareness-raising actions targeting to citizens, as well as open days. Training for stakeholders (administrators and members of civil society) was organized in the field of participation.

One can also underline that evaluations of the projects completed were made, a common agenda was established between the municipalities concerned while keeping as a goal the increase of the degree of participation of people and the extension of the process to more than 70% of Tunisian cities.

As far as he is concerned, the mayor of the city of Chefchaouen which is a city located in the North of Morocco, and which has about 50 000 inhabitants, took the floor to speak about the experience of this city which could involve the associations and the citizens in the process of projects selection and evaluation.

In 2015, the Mediterranean network of Medinas (network of historic centers) made up of three Moroccan cities in Northern Morocco including Chefchaouen answered a call for projects launched by the European Union to put in place an idea that comes from Brazil and for which the city has benefited from assistance and technical and financial support to implement this participatory budgeting process. The Mayor of Chefchaouen insisted that participatory democracy must be a key element of good democratic governance of the territories.

Based on these achievements, a researcher specializing in this field indicated that the reasons for making the participatory budget are different in Europe, by giving as an example the case of Northern Europe in which Participatory Budgeting can be used to build the community. One of the ideas that were developed is that where there were corruption scandals, the participatory budget is used to restore the confidence of the population and where the Central Government has little opportunity to communicate with citizens, it must organize itself with the municipalities, with universities, and other players, to dialogue with the people.

Finally, it can be said that today most participatory budgets are not implemented because of the political will of mayors but because the law requires participatory budgets to be implemented.

By resuming the floor, after the rapporteur who summarized the speeches, Bachir KANOUTE closed the session by expressing thanks to the various participants by inviting them to be part of the constructive prospects shared during the session.